



**VILLE DE MARSEILLE**  
**DIRECTION DE L'URBANISME**

**ARRÊTÉ DE PERMIS DE DEMOLIR**

si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier, adressez-vous :

SERVICE DES AUTORISATIONS D'URBANISME - 40 RUE FAUCHIER - 13233 MARSEILLE CEDEX 20

<b>Dossier :</b> PD 013055 19 00020P0 <b>Déposé le :</b> 06/09/2019 <b>Nature des travaux :</b> DÉMOLITION DE BÂTIMENTS. <b>Adresse des travaux :</b> <b>0164 AV DE LA MADRAGUE MONTREDON</b>  <b>13008 MARSEILLE</b>	<b>Demandeur :</b>  1 1 0 0 0 2 4 1 4 5 2 7 <b>SA SFPT MANTE représenté(e) par Monsieur</b> <b>RIBET GUILLAUME</b> <b>180 AVENUE DU PRADO</b>  <b>13008 MARSEILLE</b> <b>FRANCE</b> <b>Demandeur(s) co-titulaire(s) :</b> - - - -
<b>- ZONES DU PLU</b> <b>- Secteur(s) :</b> UR1 <b>Destination - surface de plancher créée :</b>	

Nous, Maire de la Ville de Marseille

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille en vigueur,

Vu la demande de PERMIS DE DEMOLIR sus-visée affichée en Mairie le 09/09/2019,

Vu l'avis favorable avec réserves du Parc National des Calanques en date du 25/09/2019,

Vu l'avis favorable avec réserves de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en date du 21/10/2019.

**ARRÊTONS**

Art 1. Le PERMIS DE DEMOLIR est ACCORDÉ pour les travaux décrits dans la demande présentée, avec les prescriptions suivantes :

- Les prescriptions et recommandations édictées par le Parc National des Calanques, dans son avis en date du 25/09/2019 devront être strictement respectées.

- Les prescriptions et recommandations édictées par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, dans son avis en date du 21/10/2019 devront être strictement respectées.

**RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :**

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention préalable de l'autorisation de voirie exigée pour tous travaux à exécuter en bordure du Domaine Public ou pour l'occupation de celui-ci. Cette autorisation de voirie devra être sollicitée auprès du Service Municipal des Emplacements (33A, Rue Montgrand – 13006 – MARSEILLE) préalablement à tout commencement de travaux.

**Droits des tiers :** La présente autorisation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé...).

**Validité :** Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

**Affichage, délais et voies de recours :** Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le panneau d'affichage sur le terrain doit porter toutes les mentions prévues par le code de l'urbanisme y compris celles relatives à l'architecte et à l'affichage en mairie (nouvel article A 424-16 du code de l'urbanisme).

En outre, dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois. La date exacte de l'affichage en mairie de la décision, peut-être obtenue : par téléphone au 04.91.55.32.96 ou 04.91.55.30.29 choix N°2 ou par mail à [urbanisme@marseille.fr](mailto:urbanisme@marseille.fr)

**Attention :** L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis ou de la non opposition à déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours. En cas de recours contre le permis ou la non opposition à déclaration préalable, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation

différée des travaux dans l'attente de son obtention.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Dommages ouvrages : Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommages-ouvrages. A défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Certifié transmis ce jour au Préfet, le **14.11.2013**.....

*Le présent arrêté est exécutoire à dater de sa transmission et de sa notification.*

Le Responsable du Service

  
Michel SAUREL

Fait à Marseille, le **14.11.2013**....

Pour le Maire, l'adjointe Déléguée au Droit des Sols  
Délégation N° 16/0127/SG du 30 mai 2016.



  
Laure-Agnès CARADEC

# PERMIS ET DECLARATIONS PREALABLES

## Obligations des constructeurs et aménageurs en matière d'affichage

En application des articles R 424-15 et A 424-16 à A 424-19 du Code de l'Urbanisme, obligation est faite au bénéficiaire d'un permis de construire, d'aménager ou de démolir ou d'une déclaration préalable, d'en assurer l'affichage sur le terrain.

Cet affichage doit être effectué :

- Dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis.
- Sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres, de telle sorte que les renseignements qu'il contient, demeurent visibles de la voie publique

Il indiquera les renseignements suivants :

- ✓ Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire
- ✓ Le nom de l'architecte auteur du projet architectural
- ✓ La date et le numéro du permis ou de la déclaration préalable
- ✓ La date d'affichage en mairie
- ✓ La nature du projet \* et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté :

**DIRECTION DE L'URBANISME**  
**Service des Autorisations de Construire**  
**40, rue Fauchier - 13002 Marseille**

\*

- - Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel.
- - Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus
- - Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs
- - Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir

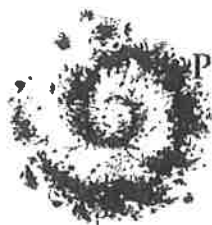
Le panneau d'affichage devra comporter la mention suivante :

### Droits de recours :

« Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du Code de l'Urbanisme) »

« Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs, à compter du dépôt ou recours (art. R. 600-1 du Code de l'Urbanisme) »





# Parc national des Calanques

Objet  
Autorisation de travaux  
Avis simple du directeur de l'établissement  
public du Parc national des Calanques

Suivi par  
Marie BERMOND  
04 20 10 50 28  
[marie.bermond@calanques-parcnational.fr](mailto:marie.bermond@calanques-parcnational.fr)

Mairie de Marseille  
Direction de l'urbanisme  
Service des autorisations d'urbanisme  
40 rue Fauchier  
13233 Marseille

A l'attention de BURKI Lin

Date  
Marseille, le 25 septembre 2019

N/REF : 2019/FB/MB - C 1909 - 393

Madame, Monsieur,

Par courrier en date du 13 septembre 2019, vous me sollicitiez quant aux travaux de démolition de bâtiments situés à la Madrague de Montredon à Marseille (PD 013055 19 00020P0).

Ces travaux se situant en aire d'adhésion du Parc national de Calanques, ils sont soumis à un avis simple du directeur.

Le Parc national des Calanques ne s'opposant pas à ce projet, j'ai pris ce jour un avis simple favorable à la réalisation de ces travaux sous réserve que la démolition des bâtiments inclue la démolition et l'évacuation de toutes les dalles et fondations

**J'attire votre attention sur le fait que le site, à la clôture des travaux, devra être laissé dans un parfait état de propreté. Tous les déchets de démolition devront être évacués vers une déchetterie agréée.**

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur

François BLAND





PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 21 octobre 2019

Unité Départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Antoine Zattara  
13 332 Marseille Cedex 3

La Directrice

à

S3IC: 64.00755 – P1  
Affaire suivie par : David DUPUIS  
[David.dupuis@developpement-durable.gouv.fr](mailto:David.dupuis@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél. : 04 88.22.63.76.

Monsieur le Directeur  
Direction de l'urbanisme  
de la Ville de Marseille  
40 rue Fauchier  
13233 MARSEILLE cedex 20

**Objet** : avis sur demande de permis de démolir déposée par la SA SFPT MANTE  
adresse des travaux : 164 avenue de la Madrague Montredon, 13008 MARSEILLE

**Réf** : votre demande reçue le 24/09/2019, dossier PD 013055 19 00020P0  
Affaire suivie par Lin BURKI

Comme suite à votre transmission citée en référence, et au-delà des risques et servitudes que vous avez identifiés dans votre demande d'avis, j'appelle votre attention sur l'état des sols au droit et à proximité des bâtiments concernés.

Les activités industrielles passées (fonderies de plomb, production d'acide sulfurique à partir de pyrites, etc) ont conduit à la formation d'un crassier sur la parcelle 838/00/0054. Il est constitué de dépôts de résidus et de déchets, notamment de scories, de résidus de fonderie et de poussières diverses et les matériaux ou sols pollués ont des teneurs significatives en cyanures et sulfates ainsi qu'en métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure). Ainsi, il convient de s'assurer que les travaux de démolition n'engendreront pas d'envois de poussières issues du crassier, notamment du fait des allées-venues des véhicules de travaux publics ou pendant la déconstruction. De même, il conviendra que les terrains mis à nu après la démolition des constructions ne puissent être la source d'envois de poussières.

Pour la Directrice et par délégation,

L'Adjoint au Chef  
d'Unité Départementale

Alexandre LION









Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ  
DE L'URBANISME

# Demande de Permis de démolir



N° 13405\*05

Vous démolissez totalement ou partiellement un bâtiment protégé ou situé dans un secteur où a été institué le permis de démolir.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

P : D

Dpt

Commune

Année

N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le :

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis : ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France  
☐ au Directeur du Parc National

## 1 - Identité du demandeur

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation.

Vous êtes un particulier

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom : ..... Prénom : .....

Date et lieu de naissance

Date : .....

Commune : .....

Département : .....

Pays : .....

Vous êtes une personne morale

Dénomination : SFPT MANTE Raison sociale : .....

N° SIRET : ..... Type de société (SA, SCI,...) : S.A.

Représentant de la personne morale :

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom : RIBET

Prénom : Guillaume

## 2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 180

Voie : Avenue du Prado

Lieu-dit : .....

Localité : MARSEILLE

Code postal : 13008 BP : ..... Cedex : .....

Téléphone : 0227100179

indiquez l'indicatif pour le pays étranger : 0041

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : .....

Division territoriale : .....

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées :

Madame ☒

Monsieur ☐

Personne morale ☐

Nom : ..... Prénom : .....

OU raison sociale : Ginkgo Advisor

Adresse : Numéro : 29

Voie : Route Pré-Bois

Lieu-dit : .....

Localité : MEYRIN

Code postal : 1217 BP : ..... Cedex : .....

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Suisse

Division territoriale : .....

Téléphone : 0227100179

indiquez l'indicatif pour le pays étranger : 0041

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : c.annino@ginkgo-advisor.com

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

Vu pour être annexé à l'arrêté municipal



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ  
DE L'URBANISME

# Récépissé de dépôt d'une demande de permis de démolir

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de démolir. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

• **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

• **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

• **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être notifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux quinze jours après la date à laquelle le permis tacite de démolir est acquis. Vous devrez préalablement :**

- avoir adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
- avoir affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
- avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

• **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

(à remplir par la mairie)

Cachet de la mairie :

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° \_\_\_\_\_,

déposée à la mairie le : \_\_\_\_\_,

fera l'objet d'un permis tacite<sup>1</sup> à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

1) Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

**Délais et voies de recours :** Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

**Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :** Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

### 3 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

#### Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 164 Voie : Avenue De La Madrague De Montredon

Lieu-dit : La Madrague De Montredon Localité : MARSEILLE

Code postal : 13008 BP : Cedex :

**Références cadastrales<sup>1</sup>** : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 4)

Préfixe : 838 Section : 0 Numéro : 54

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 7015

### 4 - Travaux de démolition

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

1964

- ☒ Démolition totale  
☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre total de logements démolis : 1

### 5- Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- ☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)  
☒ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement  
☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)

- ☒ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable  
☐ se situe dans les abords d'un monument historique

<sup>1</sup> En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

## 6 - Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.<sup>3</sup>

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

A Meyrin

Le : 1 septembre 2019



Signature du (des) demandeur(s)

**Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu de démolition.**

**Vous devrez produire :**

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

**1 Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet**

**2 En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie**

**3 Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :**

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

## Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :     Section :   Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :



# Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de démolir

**Cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande  
et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe**

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme.

**Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.**

Vous devez fournir selon les cas quatre ou cinq exemplaires de la demande et des pièces qui l'accompagnent [Art. R423-2 b) du code de l'urbanisme]<sup>1</sup>.

## 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

	Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/>	PD1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 451-2 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/>	PD2. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/>	PD3. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

## 2) Pièces à joindre selon la nature et / ou la situation du projet :

	Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<b>Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :</b>		
<input type="checkbox"/>	PD4. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PD5. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :</b>		
<input type="checkbox"/>	PD6. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PD7. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PD8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :</b>		
<input type="checkbox"/>	PD9. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :</b>		
<input type="checkbox"/>	PD10. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 451-5 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :</b>		
<input type="checkbox"/>	PD11. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'article R. 414-23 du code de l'environnement [Art. R. 451-6 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<sup>1</sup> Se renseigner auprès de la mairie



# MARSEILLE

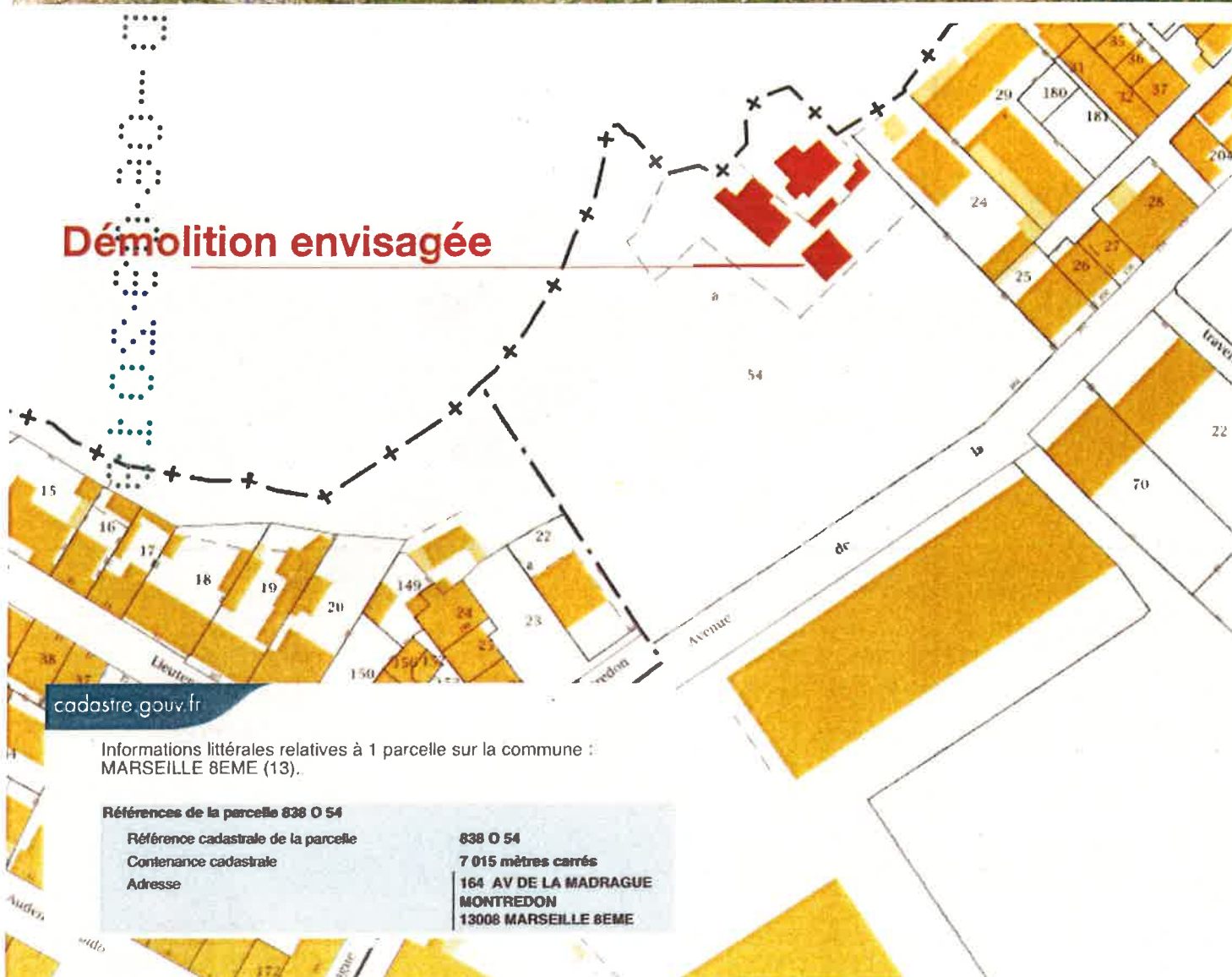
164 AVENUE DE LA MADRAGUE DE MONTREDON

**demande de permis de démolir**



Vu pour être annexé à l'arrêté municipal









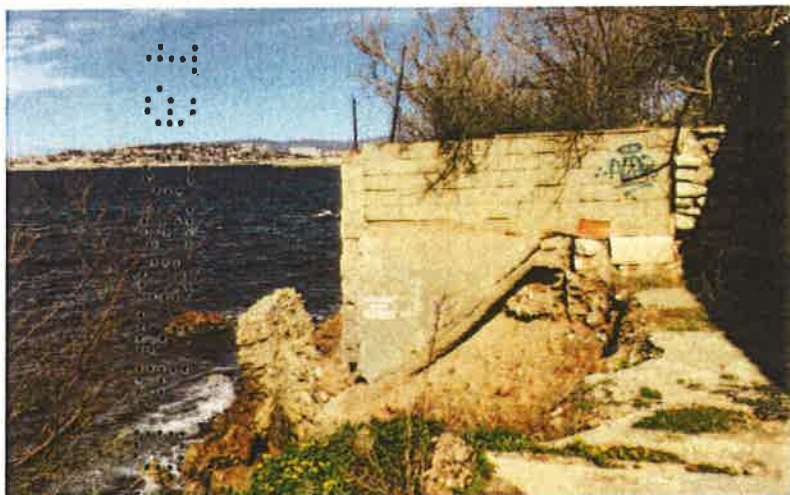
situation du projet

parties à démolir



Vu pour être annexé à l'arrêté municipal





photographies des parties à démolir





# MARSEILLE

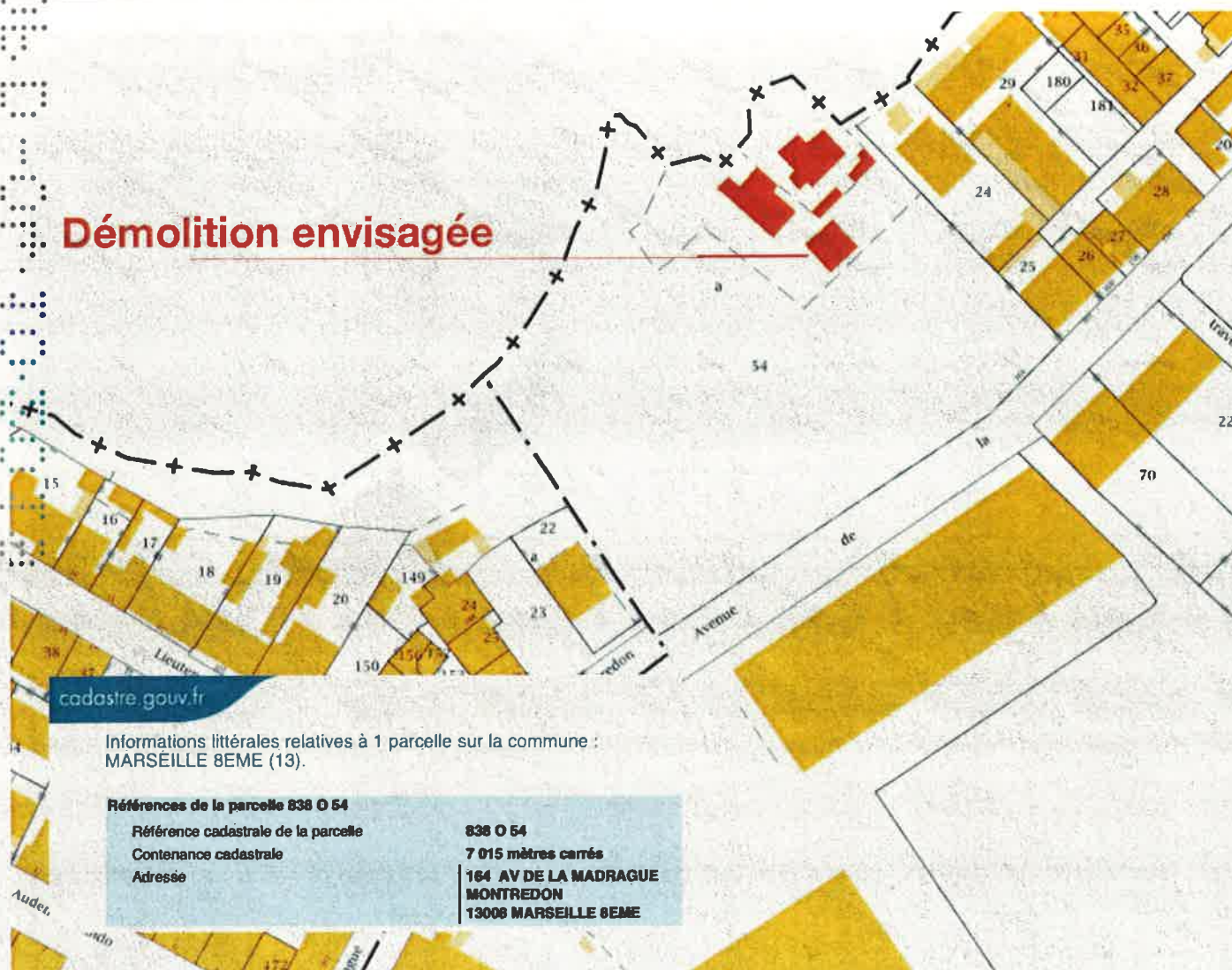
164 AVENUE DE LA MADRAGUE DE MONTREDON

demande de permis de démolir



Vu pour être annexé à l'arrêté municipal





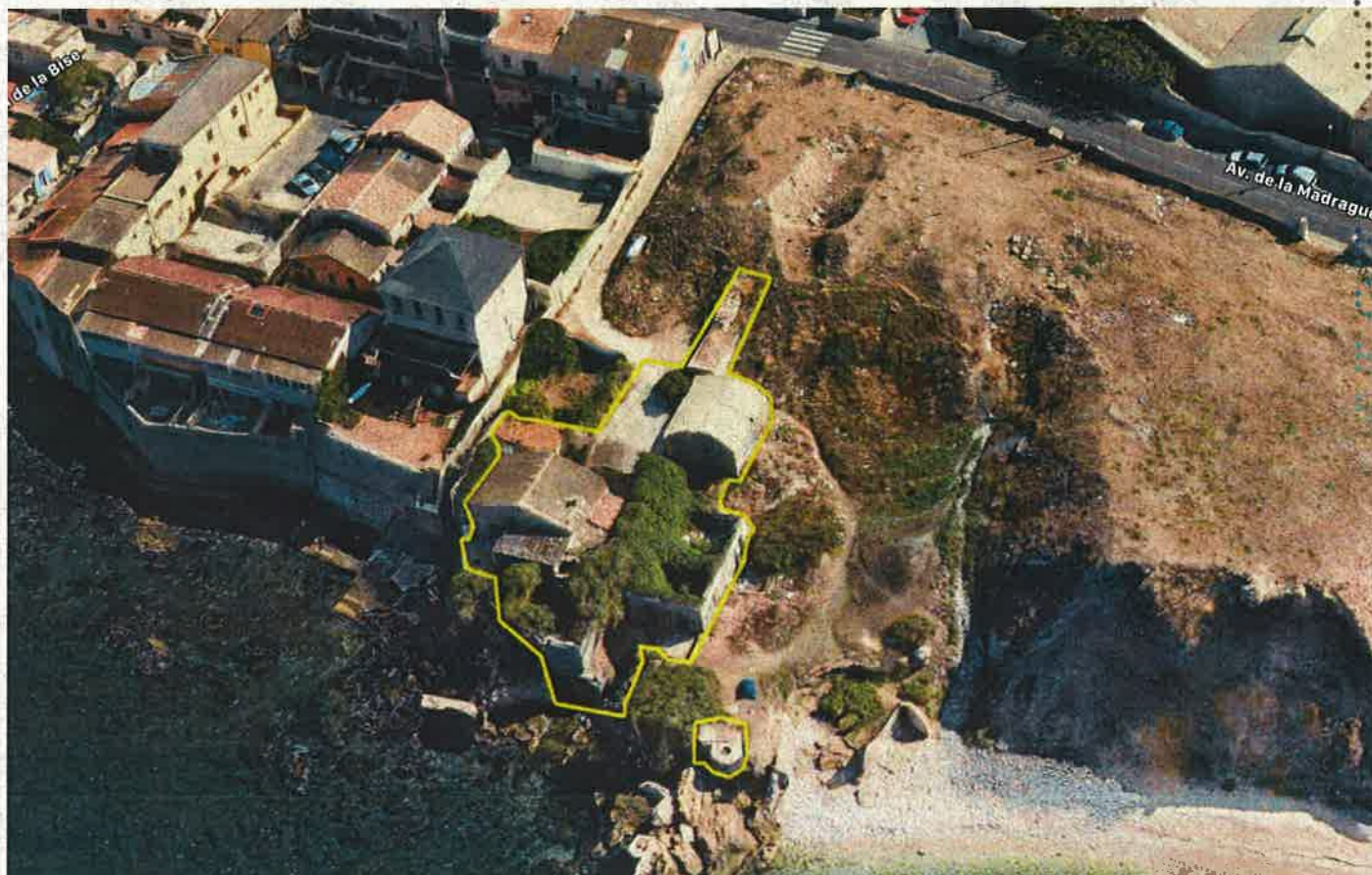




situation du projet



parties à démolir







Plan

ech 1/250e





relevé topographique

ech 1/700e

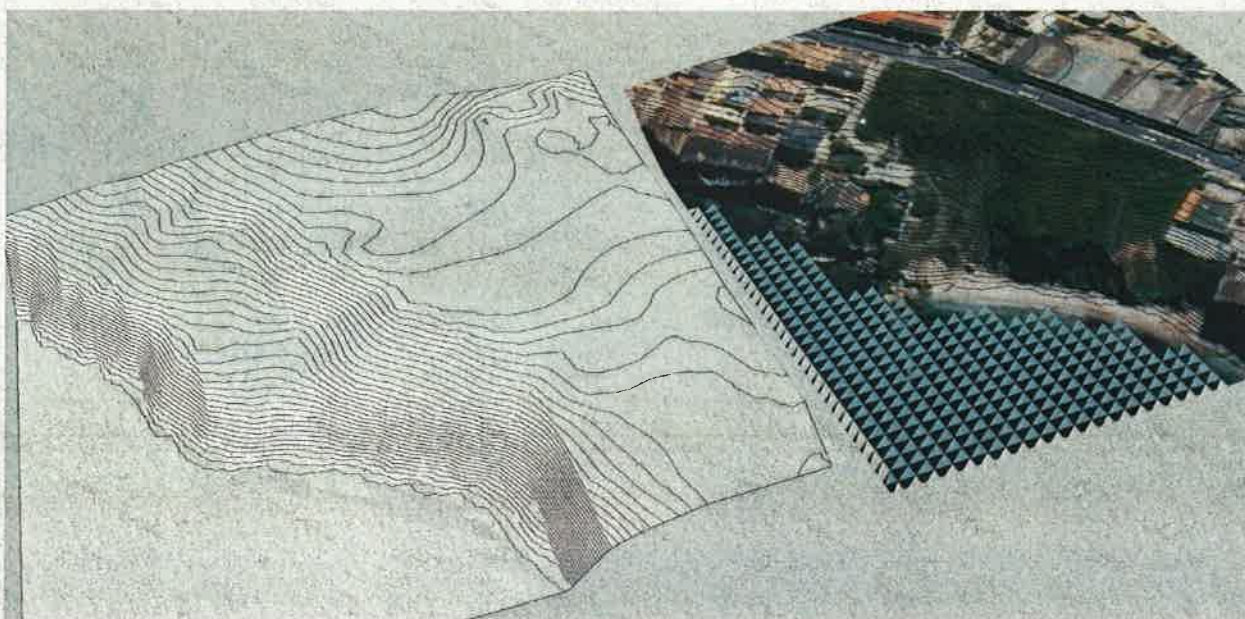
Vu pour être annexé à l'arrêté municipal





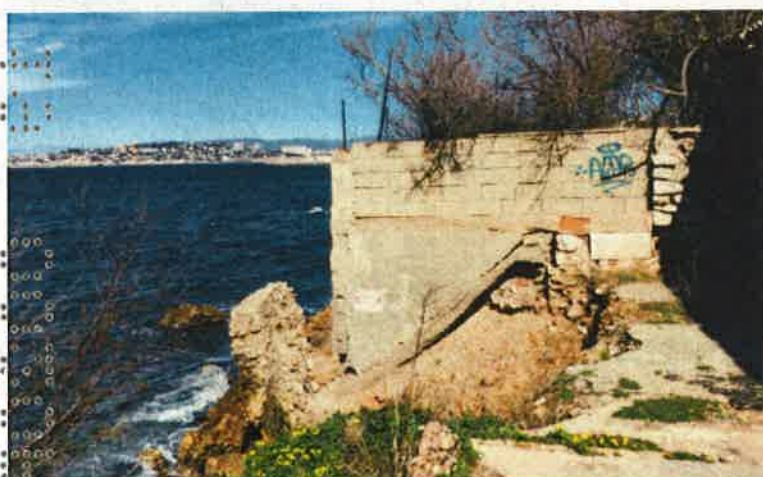


relevé courbes de niveau



Vu pour être annexé à l'arrêté municipal





... photographies des parties à démolir





# Déclaration d'ouverture de chantier

N° 13407\*02

## **Vous devez utiliser ce formulaire pour :**

Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.

## **Cadre réservé à la mairie du lieu du projet**

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le \_\_\_\_\_ Cachet de la mairie et signature du receveur

### **1 - Désignation du permis**

☐ Permis de construire ⇒ N° \_\_\_\_\_

☐ Permis d'aménager ⇒ N° \_\_\_\_\_

### **2 - Identité du déclarant** (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

**Vous êtes un particulier** Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

**Vous êtes une personne morale**

Dénomination : \_\_\_\_\_ Raison sociale : \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_ Catégorie juridique : \_\_\_\_\_

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

### **3 - Coordonnées du déclarant** (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation)

**Adresse :** Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

**Si le demandeur habite à l'étranger :** Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

*J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.*

### **4 - Ouverture de chantier**

**Je déclare le chantier ouvert depuis le :** \_\_\_\_\_

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés : \_\_\_\_\_

Surface créée (en m²) : \_\_\_\_\_

Nombre de logements commencés : \_\_\_\_\_ dont individuels : \_\_\_\_\_ dont collectifs : \_\_\_\_\_

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : \_\_\_\_\_

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : \_\_\_\_\_

☐ Prêt à taux zéro : \_\_\_\_\_

☐ Autres financements : \_\_\_\_\_



Je certifie exactes les informations ci-dessus

À \_\_\_\_\_

Le : \_\_\_\_\_

Signature du (ou des) déclarant(s)

**Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.**

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ  
DE L'URBANISME

# Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

cerfa

N° 13408\*02

**Vous devez utiliser ce formulaire pour :**

- Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement
- Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction
- Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable

**Cadre réservé à la mairie du lieu du projet**

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le

Cachet de la mairie et signature du receveur

## 1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire ➔ N° \_\_\_\_\_

☐ Permis d'aménager ➔ N° \_\_\_\_\_

S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixée au : \_\_\_\_\_

☐ Déclaration préalable ➔ N° \_\_\_\_\_

## 2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

**Vous êtes un particulier**

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

**Vous êtes une personne morale**

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : \_\_\_\_\_ Catégorie juridique : \_\_\_\_\_

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

## 3 - Coordonnées du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

**Adresse : Numéro :** \_\_\_\_\_ **Voie :** \_\_\_\_\_

**Lieu-dit :** \_\_\_\_\_ **Localité :** \_\_\_\_\_

**Code postal :** \_\_\_\_\_ **BP :** \_\_\_\_\_ **Cedex :** \_\_\_\_\_

**Si le demandeur habite à l'étranger :** Pays : \_\_\_\_\_

**Division territoriale :** \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

*J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.*

**Chantier achevé le :** \_\_\_\_\_

**Changement de destination effectué le :** \_\_\_\_\_

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

Surface créée (en m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_

Nombre de logements terminés : \_\_\_\_\_

dont individuels : \_\_\_\_\_

dont collectifs : \_\_\_\_\_

## Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : \_\_\_\_\_☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : \_\_\_\_\_☐ Prêt à taux zéro : \_\_\_\_\_☐ Autres financements : \_\_\_\_\_J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)<sup>1</sup>

À \_\_\_\_\_

Le : \_\_\_\_\_

Signature du (ou des) déclarant(s)

À \_\_\_\_\_

Le : \_\_\_\_\_

Signature de l'architecte (ou de l'agréé  
en architecture) s'il a dirigé les travaux

## Pièces à joindre (cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

☐ AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-21 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et paracycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7<sup>2</sup> du code de l'urbanisme<sup>2</sup>.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

<sup>1</sup> La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.  
<sup>2</sup> Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.